

RDC

«Pas d'opposition dans un pays occupé»

D'ici à quelques mois, des élections doivent se dérouler au Congo. Pas dans le contexte actuel, proteste Honoré Ngbanda, président de l'Apareco.

● Interview : Philippe LERUTH

La République Démocratique du Congo (RDC) célèbre aujourd'hui le cinquante-cinquième anniversaire de son indépendance, dans un climat d'incertitude : le calendrier établi par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pourra-t-il être tenu ? Le président Kabila s'effacera-t-il, comme la Constitution le lui prescrit, ou, suivant ses homologues burundais et rwandais, cherchera-t-il à briguer un troisième mandat ? Ancien administrateur général de la Sûreté congolaise, dernier ministre de la Défense de feu le maréchal Mobutu, Honoré Ngbanda, donne sa lecture de la situation politique. Il le fait en qualité de président de l'Apareco (Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo), une «plate-forme de mouvements, associations et per-

sonnalités qui luttent contre les forces étrangères, qui ont agressé notre pays depuis 1996, et œuvrent encore à sa balkanisation, pour annexer la partie Est de son territoire».

Présente en Belgique, l'Apareco a dernièrement organisé un rassemblement en France : est-ce un mouvement de la diaspora congolaise ?

Mouvement de résistance, l'Apareco a été déclarée *persona non grata* par le pouvoir d'occupation incarné par le « cheval de Troie » rwandais placé au

sommet des institutions : Hypolite Kanambe qui se fait appeler Joseph Kabila. Son état-major est basé à l'extérieur de la RDC, mais elle est présente dans tout le pays, jusqu'au sommet de l'État. La diaspora, qui jouit de plus de liberté de parole et de mouvement, en constitue le fer de lance.

Votre plate-forme réclame-t-elle le départ préalable à toute élection des étrangers qui occupent une partie de la RDC ?

L'Apareco n'a aucun délai ; elle se bat chaque jour en vue de bouter dehors les forces d'occupation qui assassinent, violent et chassent les Congolais de leurs terres pour les remplacer par des populations allochtones. Nous ne prêchons pas la xénophobie contre des peuples frères et voisins, mais nous combattons ces lobbies ethniques et hégémoniques qui sèment mort et désolation pour assouvir leurs rêves de domination de toute la région des Grands Lacs africains.

L'Apareco réclame le départ de M. Joseph Kabila, en fin d'année, puis une concertation nationale. Qui devrait y être convié ? Pour parler de quoi ?

C'est une question de fond. Le drame que vit la RDC depuis 1996

n'est pas issu d'un conflit interne entre Congolais. Et les précédents dialogues d'Addis-Abeba, Lusaka I et II, Sun City, Pretoria, Kampala et Nairobi n'ont rien apporté. Seule, la libération de la RDC des forces d'occupation étrangères mettra fin à l'imbroglie et au cycle de crimes et de pillages que nous connaissons depuis deux décennies.

Prônez-vous la rédaction d'une nouvelle Constitution ?

La Constitution actuelle, «boutiquée» à Liège en Belgique, est un prêt-à-porter fait sur mesure pour Joseph Kabila. En 1995, la classe politique congolaise, toutes tendances confondues, était tombée d'accord sur un projet de Constitution issu de la Conférence Nationale Souveraine. Une fois la RDC libérée, le peuple congolais pourrait revenir sur ce projet accepté par la majorité de la classe politique. Et réexaminer ensemble deux ou trois points restés en suspens.

L'Apareco compte-t-elle présenter un candidat, en cas de scrutin présidentiel au début 2016 ?

Pour l'Apareco, on ne peut parler d'élection tant que notre pays reste sous contrôle de forces étrangères.

L'opposition doit-elle présenter un candidat unique pour avoir une chance de l'emporter ?

On ne parle d'opposition que dans un régime démocratique, pas dans un pays sous occupation. ■

«Belges et Congolais, un vieux couple»

Présente essentiellement en Flandre pour l'instant, l'Apréco est présidée en Belgique par Guylain Mukoko. Pour y demander «qu'on arrête la mascarade : dans la Constitution

même rédigée pour Joseph Kabila, il est écrit qu'il ne peut exercer plus de deux mandats. Cela ne l'empêche pas de chercher à en briguer un troisième».

Des partis politiques «nous rejoignent au pays, parce qu'ils ont compris notre langage», explique-t-il. Mais la diaspora congolaise en Belgique a aussi un rôle à jouer. «Parce qu'il y a beaucoup de communautés congolaises en Belgique, et en France : récemment, nous avons fêté à Paris le dixième anniversaire de notre section française : il y avait

énormément de monde».

Et la Belgique a un rôle particulier à jouer, insiste Guylain Mukoko, «nous voulons prendre à témoin l'opinion publique belge, parce que Belges

et Congolais sont comme un vieux couple, avec des hauts et des bas, mais à l'arrivée, ce sont tout de même les Belges qui connaissent le mieux le contexte congolais. Si

nous voulons toucher d'autres pays en Europe, voire même les États-Unis, c'est donc par la Belgique que nous voulons commencer.

Car si les Belges comprennent bien ce qui se passe en RDC, les autres suivront. La Belgique est un pays incontournable, en raison du passé colonial. Mais aussi parce que Bruxelles est la capitale de l'Europe». ■ **Phi. Le.**